

Déchéance de Badoglio

La déchéance prononcée par la Haute-Cour à l'égard du maréchal Badoglio surprend et afflige quelque peu les admirateurs, les amis de la vieille Italie. Badoglio, n'était-ce pas le rétablissement après Caporetto? N'était-il pas le meilleur conseiller du maréchal Diaz et le principal artisan peut-être de la victoire de Vittorio Veneto? N'avait-il pas enfin, et alors qu'on avait voulu le tenir à l'écart, rétabli les affaires de l'Italie menacée par les erreurs de De Bono d'un second Adoua? Appelé bon dernier dans la bagarre abyssine, on ne pouvait le rendre responsable de la faute commise en Ethiopie. Il n'avait d'ailleurs fait qu'exécuter en militaire les ordres que donnaient les autorités civiles et seules responsables. Et la guerre contre les Alliés, qu'il avait désapprouvée, retardée le plus possible, n'en avait-il pas été finalement tenu à l'écart dès le début de novembre 1940? Le peuple répétait alors déjà ces mots caractéristiques: «per la vittoria ci vuole Badoglio» (pas de victoire sans Badoglio). Son absence pendant les années de guerre fut pour Mussolini un coup terrible, peut-être fatal. Et ne présida-t-il pas le premier gouvernement anti-fasciste? C'est à lui, pas à un autre, que Victor-Emmanuel III crut pouvoir confier alors le sort chancelant de l'Italie..

Et pourtant, voici Badoglio déchu. Oh ! il ne s'agit que de la charge de sénateur ! Badoglio est toujours maréchal d'Italie. Et pour le moment il n'est pas question de le priver de cette dignité. La *deminutio capitis* n'en est pas moins cuisante. Et fait grave elle paraît avoir l'approbation de la majorité des Italiens. Les journaux, même ceux de droite, n'ont pas donné très grand relief à l'événement, et certains, tels le *Corriere d'Informazione*, se sont bornés à signaler l'événement parmi les dépêches avec les faits du jour. Le monarchiste *Mattino d'Italia* relève même que la décision a été prise par la Haute-Cour à une assez forte majorité et pratiquement sans discussion.



Sans doute, les Italiens portent-ils aujourd'hui sur Badoglio un jugement beaucoup plus sévère que les étrangers. Il convient de comprendre pourquoi, car cela n'est pas sans importance ni influence pour le sort de la monarchie. Ainsi que nous l'avons vu relevé dans un grand journal de droite (*La Liberté*), les Anglais et les Américains n'auraient qu'à se louer de Badoglio, de sa conduite au moment de l'armistice et ensuite, alors que les Italiens voient les choses autrement. Badoglio est certainement l'homme qui sut remettre sur pied une armée italienne qui put prendre part active et même glorieuse à la victoire des Alliés pendant la phase finale des opérations en Italie. Il conclut l'armistice et l'observa scrupuleusement. Il renoua avec les Soviets. Il se plia à toutes les exigences des vainqueurs et ne chercha jamais par exemple à obtenir des concessions en faisant appel à l'opinion de la Péninsule.

Mais que pensent les Italiens ? Certes, ce fut lui qui suggéra avant la prise de pouvoir de Mussolini de balayer le fascisme avec l'armée « en une demi-heure ». Le monarque ne suivit pas son conseil, mais celui de Federzoni, qui proposait de mettre à la tête du gouvernement le chef de l'insurrection, le futur *Duce*. Badoglio n'était pas fasciste, et ne s'en cachait pas. Mais il accepta l'ambassade d'Italie à Rio de Janeiro, la succession du maréchal Diaz à la tête de l'armée, le titre de maréchal et de larges prébendes qui firent monter son patrimoine personnel (il était né simple enfant d'un village piémontais) à une somme justifiant une enquête (actuellement en cours) pour profits illicites au cours du régime fasciste. Badoglio aurait dans le privé stigmatisé la conduite de Graziani à Addis-Abeba, mais aurait rapporté d'Ethiopie de précieuses dépouilles appartenant au Négus. Lorsque le pacte d'acier fut conclu, Badoglio s'absenta de Rome, festoya avec ses amis de Frascati, bras de chemise retroussés pour mieux jouer aux *bocce*, les belles bouteilles dorées, tandis que furieux Mussolini l'attendait pour saluer Hitler, Keitel, tous les généraux assis aujourd'hui sur les bancs de Nuremberg.

Plus tard, Badoglio avertit le roi contre

la guerre. A trois reprises, si l'on en croit la presse néofasciste, il aurait saboté l'entrée en guerre de la Péninsule, n'aurait accepté de diriger les opérations en France que pour les paralyser, et aurait accueilli les plénipotentiaires français les larmes aux yeux, dans la tragique villa de l'armistice à « Villa Incisa ». Cependant, objectent les critiques italiens, Badoglio n'aurait pas dû se contenter de ces manifestations inutiles, mais donner sa démission, protester ouvertement. On lui reproche de ne pas s'être ouvertement opposé à l'expédition de Grèce et d'avoir ainsi exposé la nation à la honte militaire autant que morale. Ce point n'est peut-être cependant pas suffisamment éclairci : on croit que Mussolini limogea Badoglio en novembre 1940 à cause des succès en Grèce, mais l'exécution vint le 6 du mois, et si nos informations, recueillies sur place à l'époque, sont exactes, parce que Badoglio se serait refusé à commander plus longtemps pendant une expédition qu'il désapprouvait à tous les points de vue.

On en veut enfin à Badoglio parce qu'ayant reçu du roi le pouvoir le 25 juillet 1943, il ne sut pas en faire l'usage qu'il fallait. Il ne sut pas négocier assez vite, prononça les fatales paroles : « la guerre continue », auxquelles on attribue le bombardement atroce de Milan ; parce qu'il conclut un armistice désastreux, aux conditions déshonorantes, sans prendre les précautions voulues pour éviter à la nation la honteuse et interminable aventure néofasciste provoquée par le retour des Allemands. Enfin est-ce lui qui donna au roi le conseil fatal de s'enfuir à Pescara ? Et ne prit-il pas lui-même la fuite ? *Last but not least*, il prit pendant les 45 jours de son pouvoir des mesures draconiennes contre la presse, limitant l'activité des partis au minimum. C'est ce qu'aujourd'hui ils ne peuvent lui pardonner. C'est M. Nenni qui dénonça Badoglio à la Haute-Cour, et à travers Badoglio sans doute c'est le souverain lui-même qui se trouve visé.

☆☆☆

Badoglio n'avait pas daigné se défendre. Il se contenta d'écrire une lettre de quatre pages, alors que le duc d'Acquarone, dont le cas était jugé en même temps, dépêcha 80 pages à la Haute-Cour et obtint l'absolution. Le *Popolo Nuovo* de Turin (démochrétien) suggère que le vieux maréchal se fiait peut-être à la disposition de la loi qui stipule que « quiconque s'est particulièrement distingué au cours de la lutte contre les Allemands efface ainsi les titres négatifs ». Encore faut-il s'entendre sur le sens de ce dernier terme. En somme, la Haute-Cour n'aurait pas estimé que Badoglio ait joué un bien grand rôle dans la chute de Mussolini. Il se borna à recueillir sa succession. Tandis qu'Acquarone, bien qu'il ait monté la garde d'honneur à l'exposition fasciste de 1934, encouragea le roi encore hésitant le 24 juillet, reçut ses confidences, qui ne comportaient rien moins que la chute du fascisme, dès janvier 1943. Le jugement de la Haute-Cour en faveur d'Acquarone reconnaît le rôle d'un homme qui prit sur lui tous les risques, alors que Badoglio se serait simplement « gardé en réserve », acceptant d'ailleurs une participation limitée et fructueuse au régime aussi longtemps qu'il n'était pas possible de le renverser à coup sûr. C'est cette attitude de profitable et presque nonchalant *wait and see* en attendant le désastre national, attitude que l'on reproche à Victor-Emmanuel III, qui serait le motif profond de la disgrâce de Badoglio..

Pierre E. Briquet.